

» PRESSE NATIONALE

Politique 



YAMOOUSSOUKRO / SÉNAT : LA LOI PORTANT RATIFICATION DE L'ACCORD SUR LA CRÉATION DE LA BERD ADOPTÉE EN COMMISSION

Le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Léon Kacou Houadja Adom, était, le mardi dernier, à Yamoussoukro, face aux sénateurs de la Commission des relations extérieures et des Ivoiriens hors de Côte d'Ivoire (CREIHCI), présidée par Alcide Ilahiri Djédjé. A l'occasion, il a exposé les atouts de la création d'une Banque européenne en Côte d'Ivoire. Et ce, à travers l'exposé de motifs du projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), signé le 29 mai 1990 à Paris, tel que modifié en octobre 2006, en septembre 2012 et en septembre 2013. Au terme des échanges, le projet de loi a été voté à l'unanimité par les membres de la Commission des relations extérieures et des Ivoiriens hors Côte d'Ivoire du Sénat.



ASSEMBLÉE NATIONALE : VERS L'ADOPTION D'UN CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES DÉPUTÉS

La Côte d'Ivoire a sollicité, à travers son Assemblée nationale, il y a deux années, l'appui de l'Association Parlementaire de la Francophonie (APF), en vue de l'élaboration d'un Code d'éthique et de déontologie des députés. Ainsi, un atelier de présentation dudit texte s'est ouvert, hier, mardi 22 octobre 2024. Et ce, jusqu'au mercredi 23 octobre 2024, à Abidjan. La députée marocaine et membre de la Commission des affaires parlementaires de l'APF, Latifa Lablih, a présidé le présent atelier, en l'absence du professeur Pierre Flambeau Ngayap, sénateur du Cameroun, suspendu provisoirement de participation aux activités de l'association. « Le présent atelier vise à présenter la version finale du code, à l'effet de permettre à l'Assemblée nationale de se conformer à ses engagements nationaux et internationaux (...) », a indiqué Sidiki, Konaté, vice-président de l'Assemblée nationale.



FACE À LA PRESSE HIER : LE PRÉSIDENT DE LA CEI INVITE LES HOMMES POLITIQUES À PLUS DE RESPONSABILITÉ

La polémique a enflé ces derniers jours sur l'obligation de joindre l'extrait d'acte de naissance à la nouvelle CNI ou au récépissé pour se faire enrôler sur la liste électorale. Hier, mardi 22 octobre lors du press club de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI), le président de la Commission électorale indépendante (CEI), Ibrahim Coulibaly-Kuibiart, a coupé court aux rumeurs. Il a soutenu que l'extrait d'acte de naissance n'est pas « obligatoire » pour se faire enrôler. « Je voudrais préciser que la carte nationale d'identité suffit largement. La présentation d'un extrait de naissance, à l'appui de la carte nationale d'identité, est également recevable, mais n'est pas obligatoire », a-t-il soutenu. Il en a profité pour demander aux hommes politiques d'éviter de jeter le « discrédit » sur l'organe électoral.

Après avoir lancé, vendredi 18 octobre dernier, à Guiglo, une localité de la région du Cavally, l'opération de la Révision de la liste électorale (RLE) 2024-2025, Ibrahim Coulibaly Kuibiert, président de la Commission électorale indépendante (CEI), était, hier, mardi 22 octobre, l'invité du Press Club de l'Union des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI), à Abidjan-Plateau. À cette occasion, il a fait le bilan à mi-parcours de la RLE 2024-2025. Et surtout livré aux journalistes, la primeur des premiers chiffres provisoires. « Sur 75% (en raison des difficultés de connectivité) des lieux de recensement qui ont remonté les chiffres des deux premiers jours, l'on enregistre 65.876 requérants qui se sont présentés à nos guichets », a-t-il fait savoir.

Economie 

RECENSEMENT GÉNÉRAL DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS DE CÔTE D'IVOIRE (RGEE-CI 2024) : PLUSIEURS DISTRICTS ET RÉGIONS CONCERNÉES CETTE ANNÉE

Une réunion de sensibilisation des faïtières et organisations professionnelles d'artisans sur le Recensement général des entreprises et établissements de Côte d'Ivoire (RGEE-CI 2024) s'est déroulée, le mardi 22 octobre 2024, dans les locaux du Ministère du Commerce et de l'Industrie, à Abidjan-Plateau. Les hôtes ont appris que les unités économiques des Districts autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro, et de 5 régions, dont l'Agnéby-Tiassa, La Mé et l'Indiéné-Djuablin, seront recensées, de novembre à mars 2025. Un ratissage se fera en avril 2025, et les résultats seront connus en juin de la même année. Dr Yao Silvère Konan, Directeur général de la promotion des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'artisanat au Ministère du Commerce et de l'Industrie, a relevé que la part de l'emploi artisanal par rapport à l'ensemble de l'économie a maintenu une stabilité générale, variant entre 27% et 28,4% entre 2015 et 2019.

ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI : LA CÔTE D'IVOIRE TRÈS ACTIVE

La Côte d'Ivoire prend part aux Assemblées annuelles de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI) qui se tiennent, du 21 au 26 octobre 2024, à Washington DC, aux États-Unis. La délégation ivoirienne, conduite par la ministre de l'Économie, du Plan et du Développement, Mme Kaba Nialé, s'est rendue, le lundi 21 octobre, au bureau de l'administrateur du groupe Afrique du FMI, M. Regis O. N'Sondé, pour présenter le nouvel administrateur entrant au titre de la Côte d'Ivoire dans le Conseil d'administration du Fonds monétaire international, en la personne de Wautabouna Ouattara, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères. Adama Coulibaly, ministre des Finances et du Budget, membre de la délégation, a exprimé sa satisfaction quant aux bonnes dispositions prises pour faciliter l'intégration du nouveau représentant de la Côte d'Ivoire au sein de cette institution. Plusieurs autres rencontres étaient inscrites à l'agenda de la délégation ivoirienne.

SOULEYMANE DIARRASSOUBA POUR UN COMMERCE EXTÉRIEUR PLUS PERFORMANT

Le ministre ivoirien du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, a exprimé, lundi 21 octobre 2024, à l'occasion de la réunion annuelle des Conseillers commerciaux et experts du commerce extérieur, organisée, à Abidjan-Plateau, sa volonté d'accroître la performance du commerce extérieur. Selon le CIGC, le ministre s'est félicité de la tenue de la rencontre organisée par la Direction de la promotion du commerce extérieur et de l'assistance à l'exportation (DPCEAE), dont le but est de renforcer les capacités de ceux de ses collaborateurs qui œuvrent à la dynamisation du commerce extérieur, maillon essentiel de la croissance économique de la Côte d'Ivoire. « Vous êtes les premiers interlocuteurs de nos entreprises à l'international et constituez des acteurs clés pour attirer les investissements », a indiqué Souleymane Diarrassouba.



LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS : DOMINIQUE OUATTARA PRÉSENTE LES EFFORTS DU PAYS

Elle continue ses actions pour la protection des enfants. La Première Dame, Dominique Ouattara, a échangé avec Théa Lee, Sous-Secrétaire Adjointe chargée des affaires internationales, au Département du Travail des États-Unis (USDOL). C'était, le mardi 22 octobre 2024, à Abidjan-Cocody, à l'occasion d'une réunion de haut niveau sur la lutte contre le Travail des Enfants. Cette rencontre a eu pour objet d'échanger sur le rapport 2023 de l'USDOL sur la lutte contre ce fléau. Dominique Ouattara a rappelé que depuis la création du CNS et du CIM, ces structures ont mené plusieurs actions. Il s'agit de la réalisation de vastes campagnes de communication et de sensibilisation des populations à travers le pays, le renforcement des capacités des acteurs, la construction de salles de classe dans le but d'améliorer l'accès des enfants à l'éducation, l'intensification des efforts dans le domaine de la protection des victimes.



CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR L'EAU EN SLOVÉNIE : LAURENT TCHAGBA SOUMET HUIT PROJETS DE PLUS DE 31 MILLIARDS DE FCFA À LA COMMISSION EUROPÉENNE

Le ministre des Eaux et Forêts, Laurent Tchagba, a présenté huit fiches de projets d'un montant total de plus de 31 milliards FCFA à Mme Marjeta Jager, Directrice générale adjointe des Partenariats internationaux de la Commission européenne, lors d'une audience tenue, le mardi 22 octobre 2024, à Ljubljana, en Slovénie, en marge de la 10ème session de la Réunion des Parties à la Convention des Nations Unies sur l'Eau. Deux de ces projets sont à maturité et portent sur la réhabilitation de quatorze retenues et leur entretien, ainsi que sur la construction du barrage hydroagricole de Kouban, situé dans la sous-préfecture de Tienko.



TAXONOMIE VERTE EN CÔTE D'IVOIRE / APPUI À LA GESTION DES ENTREPRISES : LE MINEDDTE ORGANISE UN ATELIER D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

Un atelier d'information et de sensibilisation des acteurs sur le projet d'appui à la gestion des entreprises par la taxonomie verte s'est ouvert à Dabou, hier, mardi 22 octobre 2024. C'est à l'initiative du Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique (MINEDDTE), à travers la Direction des Études, de la Planification et des Statistiques (DEPS). L'objectif principal de l'atelier, selon les initiateurs, est de former et de sensibiliser les différents acteurs sur le processus de mise en place de la taxonomie verte en Côte d'Ivoire, ainsi que sur les concepts et outils existants comme l'évaluation environnementale, la procédure des inspections classées et la Responsabilité sociétale des organisations (RSO).



CHANGEMENT CLIMATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE : DES ATTITUDES POUR RÉDUIRE LES EFFETS

Dr Lagaud Mayeul Alex, Conseiller technique d'Assahoré Konan Jacques, ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique, Secrétaire exécutif de la Commission nationale de lutte contre les changements climatiques (CNLCC), était à « Tout savoir sur », tribune du CICG. Il y a évoqué la question du changement climatique (modifications du climat accompagnées d'une augmentation générale des températures moyennes). Selon lui, les attitudes des populations peuvent agir sur le dérèglement climatique. « Il y a deux moyens pour lutter contre le dérèglement climatique. En transport, la mobilité électrique est une solution. Le covoiturage ou transport en masse, donc le métro et

le train urbain sont importants. Dans l'agriculture, il y a l'agroforesterie, les nouvelles techniques agricoles avec impact carbone faible et la vaste campagne de reforestation », a fait savoir Dr Lagaud Mayeul Alex.



SALON INTERNATIONAL DU CONTENU AUDIOVISUEL D'ABIDJAN (SICA) : AMADOU COULIBALY RÉAFFIRME L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT

Du 05 au 07 novembre 2024, le Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire accueillera la deuxième édition du Salon international du contenu audiovisuel d'Abidjan (SICA), autour du thème : « Innovation, diversité et financement dans le secteur audiovisuel : solution pour une nouvelle ère de contenu en Afrique ». Dans une vidéo publiée sur la page Facebook du Ministère de la Communication, le lundi 21 octobre 2024, Amadou Coulibaly, ministre de la Communication a réaffirmé que le SICA 2024 vise pour le gouvernement à « combler le manque d'initiative centrée sur la promotion du contenu audiovisuel, dans notre espace communautaire francophone ». Le ministre a souligné que l'événement s'inscrit dans « le vaste programme de Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara qui veut donner au pays une chance de développement intégral à l'industrie créative ».



VU SUR LE NET

Société



LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : L'ÉTAT A BESOIN DE 13 000 MILLIARDS FCFA POUR METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'ATTÉNUATION ET D'ADAPTATION

En Côte d'Ivoire, pour lutter efficacement contre les effets du changement climatique, l'État doit mobiliser la somme colossale de 13 000 milliards de FCFA. Cette information a été communiquée à la presse, ce mardi 22 octobre 2024, lors de la tribune hebdomadaire du CICG intitulée Tout Savoir Sur. Dr Lagaud Mayeul Alex, conseiller technique au Ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique, ainsi que secrétaire exécutif de la Commission nationale de lutte contre les changements climatiques (CNLCC), a souligné que le budget de l'État ivoirien ne peut pas couvrir cette importante ressource financière. Par conséquent, le Gouvernement s'est tourné vers la finance climatique, mobilisant le secteur privé, la société civile et des partenaires au développement tels que le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne. Selon Dr Lagaud, cette mobilisation des financements passe également par la réalisation de projets spécifiques.



HACA LANCE UN AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI) POUR METTRE EN ŒUVRE UNE MESURE DES AUDIENCES DES MÉDIAS AUDIOVISUELS « UNIQUE, CONSENSUELLE ET INDÉPENDANTE » (COMMUNIQUÉ)

La Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) a lancé un Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI) dans le cadre de la mise en œuvre d'une mesure des audiences des médias audiovisuels, « unique, consensuelle et indépendante » dans un communiqué transmis à Abidjan.net ce mardi 22 octobre 2024. Le communiqué révèle que la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) a reçu un financement du Gouvernement pour la rémunération d'une société spécialisée dans la réalisation de mesure des audiences des chaînes de télévision. La HACA agissant de concert avec les Éditeurs de la Télévision Numérique Terrestre en Côte d'Ivoire, invite les opérateurs techniques postulants à prendre connaissance du cadre général de la réalisation de la mesure des audience disponible et téléchargeable sur son site et à manifester leur intérêt pour la réalisation de cette activité.



COOPÉRATION UNIVERSITAIRE : RENCONTRE DU MINISTRE IVOIRIEN ADAMA DIAWARA AVEC L'UNIVERSITÉ JULES VERNE DE PICARDIE

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Adama Diawara, a échangé lundi 21 octobre 2024 à Abidjan, avec une délégation de l'Université Jules Verne de Picardie, conduite par Pr Gagou Yaovi, dans le cadre de la coopération des institutions universitaires entre la Côte d'Ivoire et la France. La rencontre a porté sur l'organisation du congrès international sur les énergies nouvelles et le stockage d'énergie prévu du mardi 22 au jeudi 24 octobre 2024, à l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) à Abidjan-Cocody. Ce congrès sous le thème, « Les nouvelles formes de production et de conservation d'énergie écologiquement responsables », est organisé à travers un partenariat entre l'Université Félix Houphouët-Boigny et Jules Verne de Picardie de France et placé sous le parrainage du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique, Pr Adama Diawara.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



@gouvci.official



@gouvci



@gouvci.official



gouvcivideo



gouvci



+225 07 87 36 36 36



@gouvciofficial



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.



UNE CÔTE D'IVOIRE SOLIDAIRE

www.gouv.ci 101



Le citoyen au cœur de l'action gouvernementale